
Déclaration liminaire CT emplois du 17 février 2012

Monsieur le Président,

Vous nous réunissez aujourd'hui pour que nous donnions, à nouveau, un avis sur des suppressions d'emplois.

Au plan national, 2441 emplois seront supprimés en 2012 : 292 A, 809 B, 1340 C.

Au plan local, c'est 11 nouvelles suppressions nettes (5 B et 6 C) pour la TG AP sans compter les emplois informatiques qui sont des emplois fantômes.

Une nouvelle méthode unifiée d'allocation des emplois a été élaborée : la méthode d'allocation générale des emplois du réseau des finances publiques, **TAGERFIP**. Les suppressions d'emplois sont justifiées, pour partie, par des "**gains de productivité**" et pour partie, par une **contribution proportionnelle** pour atteindre le nombre de suppressions d'emplois prévues par le Parlement.

La nouvelle méthode s'annonce fondée sur "**une logique d'équité et de solidarité**" ?!

De qui se moque-t-on ?

Pour Force Ouvrière, les procédures changent, mais les méthodes sont les mêmes et la RGPP continue, la suppression systématique des emplois se poursuit, la remise en cause du Service Public s'approfondit.

Assez de coupes sombres « équitables et solidaires » !
15 667 suppressions d'emplois dans notre direction en 7 ans !
Les services sont exsangues !

Force Ouvrière Finances Publiques a attiré votre attention à maintes reprises sur la situation critique des services créée par le manque d'effectifs et les difficultés générées par NSI Gestion et les multiples restructurations supportées.

L'année 2011 qui vient de s'achever a vu s'aggraver les conditions de travail de tous les personnels, sous l'effet conjugué des suppressions d'emplois, de l'accroissement très important des communications téléphoniques, et d'applicatifs informatiques peu performants.

Ce sont les agents qui supportent la situation !

Vous savez pertinemment qu'un nombre croissant de nos collègues s'effondre nerveusement.

Et on parle d'amélioration des conditions de vie au travail, de prévention de risques psychosociaux...

Monsieur le Président,

La situation est insupportable et intolérable pour tous les collègues.

N'a-t-on pas là la manifestation d'une volonté délibérée d'asphyxier la TG AP ?

Les élus Force Ouvrière DGFIP voteront bien évidemment contre les suppressions annoncées, pour le maintien des emplois existants.

Force Ouvrière DGFIP exige :

- **l'arrêt des suppressions d'emplois et la restitution de tous les emplois supprimés depuis 2 000, condition minimale pour permettre au personnel de réaliser toutes les missions confiées à nos services dans des conditions décentes ;**
- **l'arrêt des réorganisations, redéploiements et restructurations des services.**
- **L'arrêt de NSI gestion.**

Monsieur le Président,

Persister dans ce que vous nous proposez, c'est prendre la responsabilité d'un conflit inévitable.

Nous rendrons compte de vos réponses, auprès des adhérents, auprès des agents. Nous entendons, pas à pas, comme c'est la tâche d'un syndicat, défendre leurs revendications et le Service Public Républicain.

Nous sommes et nous restons un syndicat indépendant. Avec notre confédération, nous disons **“ ni austérité de droite ni de gauche, ni austérité syndicale, la dette n'est pas celle des salariés ”**.
